



Charges fixes élevées et faible taux de couverture par le chiffre d'affaires ne font pas bon ménage avec la fluctuation des prix.

Rentabilité

1 Des exploitations toujours plus exposées !

Le bilan de santé de la PAC a rebattu les cartes de la répartition des soutiens. Les exploitations de grandes cultures françaises voient leur soutien diminuer jusqu'en 2012. Avant la prochaine réforme de la PAC prévue en 2013, il est nécessaire de chiffrer les enjeux des exploitations de grandes cultures en terme de rentabilité et de pérennité : impact du bilan de santé et robustesse des exploitations face aux variations des prix et des charges.

La fluctuation des prix de vente des produits s'est accentuée ces dernières années dans l'Union Européenne. Entre 2007 et 2009, le prix des céréales a été multiplié par deux, avant un retour aux prix 2006 en l'espace de deux campagnes (figure 1).

Cet épisode de « montagnes russes » a fragilisé la situation économique d'exploitations qui

ont des charges fixes élevées et un taux de couverture par le Chiffre d'Affaires (CA) faible.

Jusqu'au milieu des années 2000, la variabilité du rendement était considérée comme le principal risque, en tant que composante du CA. Elle n'a pas disparu, et s'est même accentuée dans certaines

Le prix contribue fortement aux variations de chiffre d'affaires.

zones à faible potentiel. Depuis, le prix des céréales européennes s'est rapproché du prix mondial et la variabilité du prix contribue fortement aux variations de chiffre d'affaires : sur la période 2001-2007, la fluctuation du prix du blé tendre a été pratiquement le double de celle du rendement. En moyenne sur l'échantillon

Un indicateur : le revenu disponible

L'impact du bilan de santé, des variations des prix de vente des productions et des hausses des prix d'achat des moyens de production est évalué sur un indicateur général : le revenu disponible dégagé au niveau de l'exploitation, ramené à l'actif familial. Ce revenu représente ce qui reste à l'agriculteur pour vivre, payer ses impôts et réinvestir.

L'échantillon d'exploitations étudié est issu du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA), et comprend les exploitations de grandes cultures et de polyculture élevage (Orientation Technico économique des Exploitations (OTEX 13, 14 et 81). Seules les exploitations présentes chaque année sur la période 2001 – 2007 ont été retenues.

AGRESTE/RICA, il fallait, sur la période 2001-2007, diviser le CA par quatre pour obtenir le revenu disponible. Autrement dit, une variation du CA de 10 % représentait une variation de 40 % du disponible moyen par actif familial.

L'impact de la variation du CA n'est cependant pas le même selon les exploitations. Il est beaucoup plus élevé pour certaines.

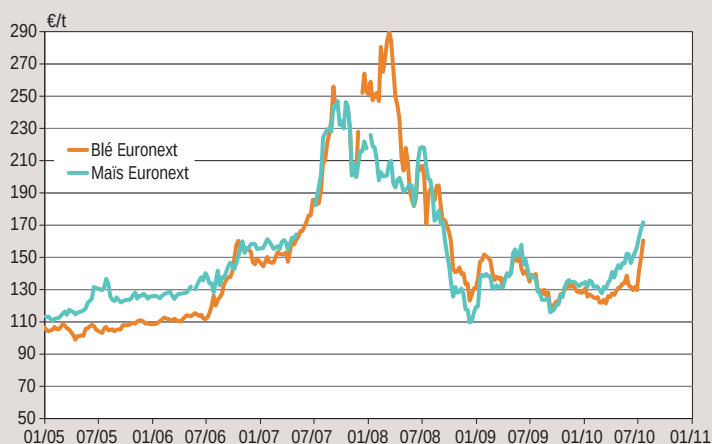
Pour 30 % d'entre elles, 10 % de variation de CA impactait une variation de plus de 40 % de leur disponible (figure 2). La baisse des aides liée au bilan de santé augmente encore le nombre d'exploitations fortement impacté par la variation du CA : 45 % d'entre elles subiraient une variation de disponible de plus de 40 % pour 10 % de variation du CA.

Le fameux ciseau des prix

En parallèle, les prix d'achat des intrants ont connu eux aussi leur période de folie.

L'envolée aussi rapide qu'importante a précédé une chute toute aussi brutale des prix.

Figure 1 : Prix de vente de la tonne de blé et de maïs.



Source Marché à terme Euronext – Prix du terme le plus proche

Le disponible représente en moyenne 25 % du chiffre d'affaires des exploitations.

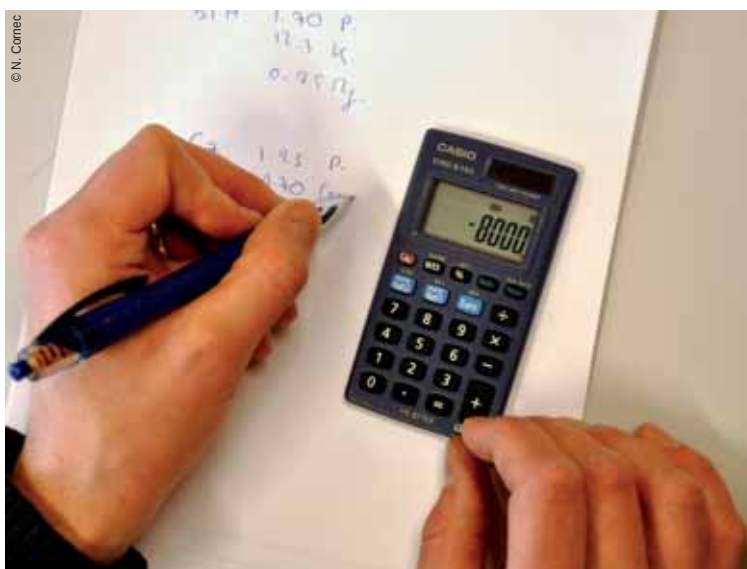
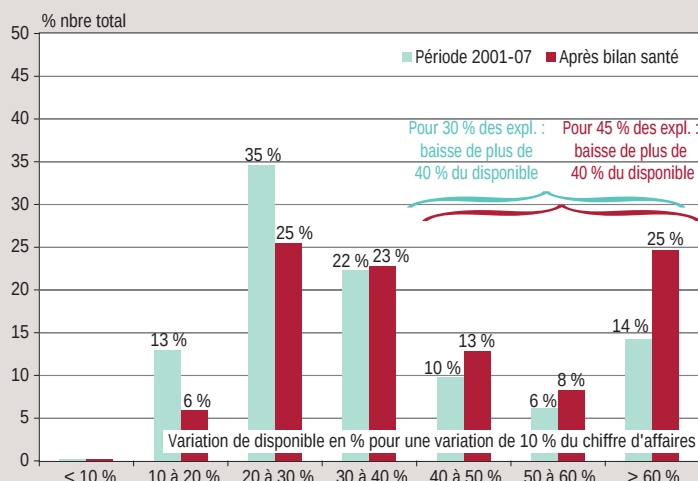


Figure 2 : Pourcentage d'exploitations par classes de variation de baisse de disponible, avant et après application du bilan de santé.



Source : AGRESTE/RICA : Traitement ARVALIS-Institut du végétal 2009 – Échantillon constant 2001/07 – OTEX 13-14-81

La baisse des aides augmente le nombre d'exploitations fortement impacté par la variation du chiffre d'affaires.

Si toutes les charges ont augmenté de 2006 à 2009, la hausse des engrais et du carburant a été particulièrement importante (figure 3). Le prix du carburant, en écho à l'envolée du prix du pétrole, montre un pic de croissance en 2008, avec un sommet en juillet, à 68 % au dessus de son niveau de référence de 2005 (sources IPAMPA/SSP). Après une baisse régulière et rapide, le retour à la hausse en mars 2009 semble se confirmer en 2010.

Les trois engrais – N, P, et K, dont le poids dans le coût de production est très élevé, ont subi une hausse spectaculaire durant l'année 2008 : dou-

blement des prix pour l'azote, et multiplication par trois pour les engrais phosphatés et presque autant pour le potassium (figure 3).

En 2007 et 2008, l'azote a suivi une baisse parallèle au prix des carburants, avec un semestre de décalage. Après une stabilisation au niveau constaté en 2006, une nouvelle hausse s'est amorcée, en 2010.

Malgré une baisse depuis 2008, les prix des engrais phosphatés forment aujourd'hui un plateau à 45 % au dessus de sa référence 2005.

La situation des engrais potassiques est proche, mais les prix se situent à un niveau beaucoup plus élevé : 80 % au dessus de leur valeur moyenne de 2005.

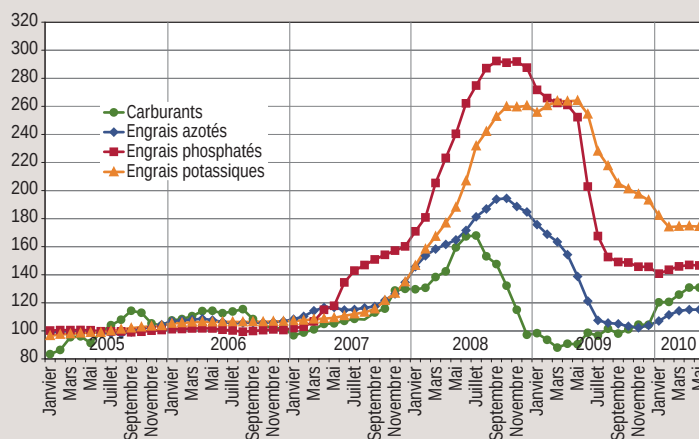
Un réel danger à l'horizon « 2012 » !

Dans ce contexte économique fluctuant, les décisions réglementaires du bilan de santé et la future PAC 2013 prennent une importance particulière.

Sur la base des données connues du RICA 2007, le revenu disponible a été calculé de 1995 à 2007, puis estimé jusqu'en 2012 en prenant en compte trois facteurs de variation : la réglementation à l'horizon 2012 (baisse des aides), des hypothèses d'augmentation des charges et deux niveaux de prix de vente des productions : « prix hauts » et « prix bas ».

Malgré une baisse, les prix des engrais sont toujours largement supérieurs à 2005.

Figure 3: Indices des prix des engrais et du carburant. Base 100 en 2005.



Source SSP/PAMPA (Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole)

Après une baisse régulière et rapide, un retour à la hausse semble se confirmer en 2010 pour le carburant et les engrais azotés.



Une augmentation des prix comme en 2009 peut limiter les achats d'engrais des agriculteurs.

L'année 2009 a cumulé baisse des prix et augmentation des charges.



Le revenu disponible moyen des exploitations de grandes cultures de l'échantillon montrait déjà une baisse assez régulière entre 1997 et 2005, malgré une augmentation régulière de la Surface Agricole Utile (SAU) de ces mêmes exploitations (figure 4).

L'année 2006 a vu s'inverser la tendance, avant le fort disponible 2007, dû à la flambée des prix.

Le revenu disponible prévisionnel de l'année 2009 devrait être le plus faible de la décennie : l'année 2009 cumule baisse des prix et hausse des charges.

L'année 2012 est la dernière année de mise en place du bilan de santé. La baisse des aides fragilise le disponible : la fluctuation des prix devient la composante majeure du CA.

En cas de prix défavorables, correspondant à une hypothèse « prix bas » (90 €/t pour le blé tendre), le revenu disponible moyen serait proche de zéro. En cas de prix plus favorables, hypothèse « prix hauts » (155 €/t pour le blé tendre), le revenu disponible retrouverait le niveau moyen de 2006.

Cette moyenne nationale cache - bien sûr - une forte diversité des situations, même au sein des exploitations de grandes cultures.

Une répartition des exploitations par classe de revenu disponible illustre la situation : jusqu'en 2005, la répartition des exploitations par

classe de revenu disponible est à peu près constante : 35 % d'entre elles dégagent un revenu par actif annuel inférieur à 12 000 €.

Les simulations de résultats pour 2012 sont beaucoup plus préoccupantes : la situation s'aggrave pour les moins performants, même en hypothèse de prix élevés. Elle est franchement catastrophique en cas de prix bas : 70 % des actifs des trois OTEX considérées dégageraient un revenu disponible inférieur à 1 000 €/mois, une bonne part ne dégagant aucun revenu.

La répétition d'années à prix bas mettrait en cause la pérennité d'une bonne part des exploitations de grandes cultures françaises.

Ces travaux ont mis en évidence la vulnérabilité des exploitations de grandes cultures dans le contexte actuel. Comment rendre ces exploitations moins vulnérables, avec quels outils ? ■

Jean Yves Longchamp,

jy.longchamp@arvalisinstitutduvegetal.fr

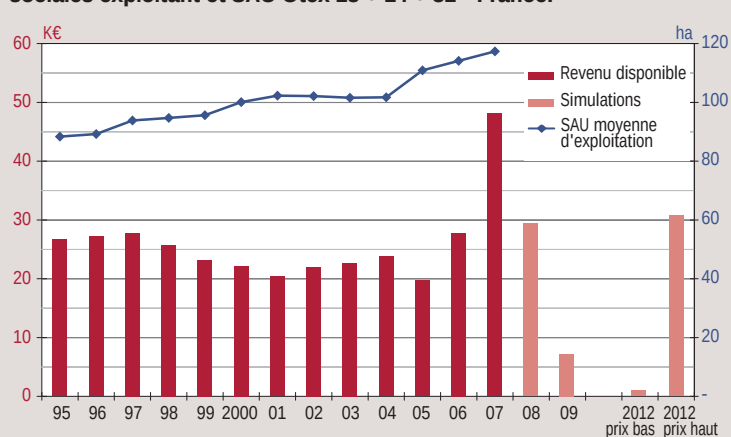
Valérie Leveau,

v.leveau@arvalisinstitutduvegetal.fr

ARVALIS-Institut du végétal

En 2012, les prix seront le facteur clé du revenu disponible.

Figure 4 : Revenu disponible par actif non salarié, après cotisations sociales exploitant et SAU Otex 13 + 14 + 81 - France.



Source : AGRESTE/RICA : Traitement ARVALIS-Institut du végétal 2009 - Échantillon constant 2001/07 - OTEX 13-14-81

En cas de prix défavorables en 2012, le revenu disponible moyen serait proche de zéro.